

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 79 Octobre 2010

## Force tranquille \*

### Un vent de colère gronde

Depuis des années, les salariés se serrent la ceinture. Délocalisés, restructurés, licenciés ... ils ont payé pour la plus grave crise financière de l'histoire du capitalisme. Une crise provoquée par la cupidité des plus riches courant après des taux de rentabilité de 15 à 20 %.

Mal payés, exposés à des conditions de travail dégradées, confrontés aux difficultés d'emploi de leurs enfants ... ils ont supporté depuis 3 ans les discours sur le bouclier fiscal, la suppression des postes de fonctionnaires dans l'éducation, la santé ... et la couverture des copains et des coquins qui trempent dans les « affaires ».

C'est directement contre « le Président des riches »\*\*, celui qui avait promis d'être « le Président du pouvoir d'achat », qui n'avait pas mandat pour mettre en cause la retraite à 60 ans ... que la colère gronde. Il n'est que d'entendre les commentaires, dans la rue, les transports ...

La colère monte dans tout le pays. Il ne s'agit pas que de retraite ... quelques intellectuels lucides comparent la situation, non plus avec 1995, mais avec 1968.

### La droite s'inquiète, elle a raison !

Ses manœuvres, ses reclassements possibles, le remaniement (s'il a lieu) n'y changeront rien. Avec l'unité du mouvement syndical, l'explosion sociale, la mobilisation de la jeunesse se sont invitées à la Une de l'actualité. De l'issue du bras de fer engagé dépend l'histoire sociale et politique de notre pays.

La remise en cause de notre modèle social, issu du Conseil National de la Résistance, avec une protection sociale collective, tel est l'objectif de la droite décomplexée : après les retraites, ils imposeront une assurance dépendance puis mettront en cause l'Assurance maladie. C'est « la mère de toutes les batailles » pour eux. Ils n'ont pas encore mesuré l'effet de la tempête qui peut les emporter.

### Et la gauche ?

Une nouvelle fois la victoire possible de la gauche passe par une réponse claire aux attentes sociales. Une nouvelle fois, les leçons de 2002 et 2007 doivent être tirées.

La question pour la gauche, c'est de savoir quelle part des richesses produites (du PIB) il faut consacrer à la protection sociale.

Une autre répartition des richesses est possible. Ce doit être l'axe central à développer, car il permet de rassembler toute la gauche sans exclusive !

### Soutien total au mouvement social !

### Construisons un débouché politique, avec une unité de toute la gauche enracinée dans les exigences de ce mouvement !

\* A titre exceptionnel, cet éditorial est extrait de « Démocratie et Socialisme », n° 36 (abonnement d'un an, 10 numéros de 24 pages, 30 €, 85 rue Rambuteau 75001 Paris)

\*\* petit emprunt au titre du livre de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon

## Bonne nouvelle

**Liu Xiaobo prix Nobel de la paix.** L'intellectuel est l'un des premiers à comprendre l'importance du « mouvement des droits » animé par des pétitionnaires et des avocats, qui pousse à des réformes partielles du système politique chinois. La Charte 08, qu'il lance en 2008 avec le théoricien Zhang Zuhua, se présente comme une proposition pragmatique au parti, invité à mettre en place, au nom de la sacro-sainte stabilité, des contre-pouvoirs dans une société en développement rapide. Liu Xiaobo est arrêté la veille de la publication prévue du document, signé initialement par 300 intellectuels avant de recueillir près de 10 000 noms. Son procès a eu lieu l'année suivante. La sentence de 11 ans de prison pour incitation à la subversion tombe le jour de Noël 2009. Avant le verdict, Liu Xiaobo avait déclaré : « je suis rempli d'optimisme à l'idée qu'un jour la liberté régnera en Chine, car aucune force ne peut s'opposer au désir des hommes d'être libres ». (*Le Monde*, 10-11 octobre).

## Réchauffement climatique, fin du pétrole, Françafrique, ...

**Ça roule pour la Chine !** 76,2 millions de véhicules en circulation en 2009, 200 millions prévus en 2020. La Chine est devenue le premier marché automobile mondial (+ 46 % d'immatriculations par rapport à 2008). 120 km d'autoroutes immobilisés, fin août, dans le nord de la Chine, par des embouteillages monstres... (*Le Monde Magazine*, 25 septembre).

**Vive la voiture électrique ?** « Il semble que, à l'occasion du Mondial de l'automobile, les médias aient laissé leur sens critique au garage. Les émissions de gaz à effet de serre ? La marée noire du golfe du Mexique ? L'étalement urbain ? La pollution atmosphérique ? La généralisation des embouteillages ? Le pic pétrolier ? Ces phénomènes n'ont apparemment rien à voir avec l'automobile. Quant à l'idée qu'on pourrait faire un bilan écologique de l'auto électrique, elle ne semble pas avoir effleuré l'esprit des automobilophiles, ravis de placer l'adjectif « écolo » derrière le vocable « auto ». Personne pour rappeler que l'électricité ne tombe pas du ciel, mais provient du charbon, du gaz ou du nucléaire. Et que le bilan en émissions de gaz à effet de serre n'est pas fameux, si l'on tient compte des émissions générées par la fabrication, comme l'indiquait une note de juillet 2009 de l'Agence de l'environnement et de l'énergie (Ademe). » (*Hervé Kempf*, *Le Monde*, 6 octobre).

**D'où vient l'uranium ?** Pas une seule seconde depuis le rapt revendiqué par Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), l'uranium n'a cessé d'être extrait des deux mines nigériennes dont Areva est le principal actionnaire.

Pour le Niger, pays le plus pauvre du monde, l'uranium, première recette d'exportation, est vital. Mais ces fabuleuses richesses minières, dont les populations ne bénéficient guère (moins de 7 % des Nigériens sont raccordés à l'électricité), constituent à la fois la principale source de corruption et la marque de dépendance du Niger à l'égard de l'étranger, en premier lieu de l'ancien colonisateur français.

Pas un des événements qui ont récemment secoué le Niger – la rébellion touarègue de 2007-2009 ou le coup d'Etat de février qui a renversé le président Mamadou Tandja – n'échappe à ce contexte. L'exportation vers la France de l'uranium nigérien s'inscrit d'ailleurs, depuis 1971, dans le cadre des « débouchés privilégiés » consentis mutuellement par les deux Etats, aux termes de l'accord de « coopération économique » signé en 1961, au moment de l'indépendance. (*Le Monde*, 7 octobre).

## France

**Pierre Mauroy, au Sénat :** « La retraite à 60 ans, c'est une ligne de vie, une ligne de combat, une ligne d'espoir. On n'a pas le droit d'abolir l'histoire ! La liquider de cette façon, ce n'est pas possible, ce n'est pas digne. La retraite à 60 ans a gonflé les voiles du pays.

La retraite à 60 ans, c'est un droit ! Entre vous et nous, il y a une très grande différence : vous oubliez facilement quelles ont été les attentes du peuple, ses espérances, ses luttes. Je tenais à le dire de façon solennelle. On ne peut pas effacer comme ça, en passant, la loi la plus importante peut-être de la V<sup>ème</sup> république » (*Le Monde*, 10-11 novembre).

**Coup de chapeau à « Alternatives Economiques » qui fête ses trente ans.** « Nous avons la vanité de croire que nous contribuons à changer le monde en donnant à nos lecteurs les outils nécessaires pour participer au débat économique et social », écrit Philippe Frémeaux. *Belle ambition, et pari réussi. La lecture d'Alternatives Economiques est toujours stimulante, et je recommande en particulier ce numéro d'octobre.*

*Et tout d'abord, pour m'être à plusieurs reprises exprimé sur l'ambiguïté – pour ne pas dire schizophrénie – qu'il évoque, je ne peux que me réjouir du propos du fondateur, Denis Clerc :*

« Il y a un point, cependant sur lequel je m'interroge : l'ambiguïté entretenue sur la question de la **croissance**, depuis le début du journal. D'un côté, *AE* a toujours mis les questions environnementales au cœur des problématiques traitées (...). Mais d'un autre, la liste des articles critiquant telle ou telle mesure au motif qu'elle ne favorisait pas la croissance, le pouvoir d'achat et l'emploi est infiniment plus longue. Aujourd'hui, il nous faut cesser d'être chauve-souris, mammifères à certains moments, mais animaux volants quand cela nous arrange. On ne peut plus être favorable à la croissance à court terme et réservé ou critique dans le long terme. Il s'agit, sans verser dans le discours utopique ou l'aveuglement des microréalisations, de parvenir à **articuler écologie et économie** parce qu'on ne peut, sans catastrophe, sacrifier l'une à l'autre. (...) C'est toute la société mondiale qui est confrontée à cette question. Il va falloir nous atteler à trouver des réponses acceptables à tous les niveaux : local, national, européen, global. Ce sera la tâche des 30 prochaines années. »

On lira avec intérêt l'article de Guillaume Duval : « Chômage, comment s'en sortir ? » Extraits : **Les Français** figuraient toujours parmi **les plus productifs** au monde en 2009. Chaque Français qui occupe un emploi a produit l'an dernier 5% de richesses de plus

qu'un Américain, 19 % de plus qu'un Italien, 21 % de plus qu'un Allemand ou encore 28 % de plus qu'un Britannique. Et avec un temps de travail hebdomadaire effectif de 35 heures en moyenne, selon les données d'Eurostat, les salariés français triment, certes beaucoup moins que les Turcs (51 h) ou les Roumains (41 h), mais à peine moins que les Anglais (35,1 h), autant que la moyenne de l'ex-Europe à 15 et significativement plus que les Allemands (34,3 h) et les Danois (33,4 h) qu'on nous donne régulièrement en exemples. Sans parler des Néerlandais (30,4 h).

En mettant en œuvre le Grenelle [de l'environnement], on créait **600 000 emplois supplémentaires** d'ici à 2020 (...). Le déficit extérieur sur le seul poste énergie a été de 40 milliards d'euros l'an dernier, soit 2 points de PIB.

... et aussi celui de Laurent Jeanneau : « La dette est-elle supportable ? ». La **dette publique** française atteint des sommets : 1535 milliards d'euros, soit 80,3 % du PIB au 1<sup>er</sup> trimestre 2010 (...). Mais elle n'est pas non plus hors norme. Le niveau d'endettement public de la France est en effet proche de la moyenne de la zone euro (78,7 % du PIB 2009). Ce ratio est de 73,2 % en Allemagne, 85 % aux Etats-Unis, 96,7 % en Belgique et dépasse les 115 % en Italie. Sans parler du Japon où la dette publique culmine à 189 % du PIB ! Pourtant, ce ne sont pas ces pays qui suscitent le plus la fébrilité sur les marchés financiers. A contrario, l'Espagne et l'Irlande, dans le collimateur des agences de notation, restent encore dans les clous des critères de Maastricht, avec une dette qui ne représente respectivement que 53 % et 58 % de leur PIB (...).

On dit souvent qu'il est nécessaire de réduire le niveau de la dette au nom du fardeau qu'on léguerait sinon aux générations futures. En réalité, **ce sont les contribuables d'aujourd'hui, et non leurs petits-enfants, qui paient chaque année les intérêts de cette dette**. Et ceux qui reçoivent ces versements sont en partie les bénéficiaires des baisses d'impôt qui ont contribué à creuser les déficits et poussé les administrations publiques à s'endetter. Les ménages aisés gagnent sur les deux tableaux : les économies réalisées sur leurs feuilles d'impôt leur permettent de s'enrichir en investissant dans les titres de la dette publique. De ce point de vue, la dette est donc un mécanisme de **redistribution à l'envers**, des ménages modestes, qui paient beaucoup d'impôts, notamment indirects, vers les riches, qui reçoivent ces intérêts.

... et encore celui de Laurence Estival, dans le dossier « nourrir le monde sans épuiser la terre ». « Pour en finir avec la faim ». Les petits paysans du Sud comme les consommateurs urbains les plus vulnérables paient les conséquences du **sous-investissement dans le secteur agricole depuis plusieurs décennies**, dont sont responsables les gouvernements nationaux et les bailleurs de fonds internationaux. Fortement endettés, ces pays ont en effet été contraints, à partir du milieu des années 1980, sous la pression du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale, de couper dans leurs dépenses publiques et d'abaisser leurs droits de douane. Les gouvernements ont d'autant moins résisté aux injonctions de ces institutions que le recours aux importations était un moyen de nourrir à bas prix des villes en plein essor démographique. Depuis [l'explosion des cours agricoles de 2008], un consensus international reconnaît la nécessité pour les pays du Sud les plus sensibles aux fluctuations des prix internationaux de renforcer leurs propres capacités agricoles.

Les Etats du Sud, complètent Marc Dufumier et Benoît Lallau, ne devraient-ils pas pouvoir faire ce que la plupart des pays du Nord ont eux-mêmes entrepris avec succès après la Seconde Guerre mondiale : protéger leur agriculture vivrière par le biais de droits de douane conséquents ? D'où la nécessité pour les nations excédentaires du Nord de ne plus exporter à vil prix leurs surplus de céréales, de sucre, de viandes et de poudres de lait, et de réorienter leur agriculture vers des formes de production plus artisanales, destinées à leur marché intérieur. La défense d'une **agriculture plus respectueuse de l'environnement et de la qualité des aliments** au Nord n'apparaît donc en rien contradictoire avec la reconquête par les nations du Sud de la sécurité et de la souveraineté alimentaires, premières exigences d'un développement durable.

**Emmanuel Todd, le machin, Jacques Attali, les Gitans, et les retraites.** Le 23 septembre, dans « Ce soir (ou jamais) », sur France 3, Emmanuel Todd s'en prend au « système français qui arrive à avoir ce machin à la tête de l'Etat ». « Actuellement, nous avons un président de la République qui travaille contre le respect de la Constitution ». Haut-le-cœur de Jacques Attali : « Vous êtes devenu excessif ! », et réplique immédiate de Todd : « Non, vous êtes de la pensée molle. Vous ne voyez pas la gravité de ce qui se passe (...) Un président qui, en situation de crise économique, consacre son énergie à chasser quelques Gitans n'est plus dans sa fonction ! »

En mai, dans un entretien au *Progrès de Lyon*, il avait lancé : « un économiste venu de mars ne comprendrait pas que la planète France débâte de la manière d'augmenter la durée du travail dans l'avenir pour des personnes ayant déjà un certain âge, alors qu'on ne parvient pas à donner aujourd'hui du travail aux jeunes. En terme d'économie immédiate, la question des retraites n'a aucun sens. Le gouvernement veut donner l'impression qu'il affronte la réalité, la vérité est qu'il fuit la réalité ». « Le vrai problème de la France, c'est la disparition de notre industrie, les délocalisations d'entreprises, la stagnation du niveau de vie. A terme, si nous ne faisons rien, notre société est menacée d'appauvrissement, ce qui remettrait complètement en question toutes les décisions qu'on prépare sur les retraites (...). Dans ce décalage temporel, ce qui me choque le plus, c'est la place épouvantable faite aux jeunes (...) Or, je suis désolé d'être obligé de le rappeler : l'avenir d'une société, ce sont ses jeunes, pas ses vieux ! » (*chronique de Frank Nouchi, Le Monde, 6 octobre*).

**« Juste échange ».** « Entre le libre-échange intégral et le protectionnisme autarcique –fut-il continental-, il y a une place pour une voie efficace que nous voulons installer au cœur de notre projet : celle du juste échange. Le juste échange, c'est celui qui respecte les normes non marchandes –sanitaires, environnementales, sociales, culturelles – défendues par les agences spécialisées de l'ONU (OMS, OIT, PNUE, FAO, Unesco, ...) et les ONG, et s'efforce d'intégrer ces normes dans les traités commerciaux internationaux. C'est celui qui ménage des périodes de transition suffisantes, au Nord comme au Sud, pour permettre les adaptations nécessaires des systèmes productifs et des emplois, induites par l'ouverture à la concurrence, et enrayer, dans nos pays, le processus de désindustrialisation. C'est celui qui n'hésite pas à protéger les industries naissantes au nom de la préparation de l'avenir et les activités stratégiques au nom de la défense de la souveraineté.

Le juste échange poursuit trois objectifs : maintenir les pays de l'Union européenne dans le peloton de tête des nations les plus développées ; favoriser le développement des pays du Sud (en particulier celui des pays les moins avancés) ; sauvegarder nos équilibres écologiques (...).

L'UE doit **obtenir que les normes non marchandes soient aussi contraignantes que les normes commerciales** défendues par l'OMC. (...) . Si l'échec du sommet de Copenhague se répète à Cancun, l'Union doit appliquer unilatéralement la stratégie pour laquelle elle s'est engagée : réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre, augmenter de 20 % ses énergies renouvelables et de 20 % ses économies d'énergie. Mais elle serait alors en droit de prélever une **contribution énergie-climat** à ses frontières à l'encontre des grands pollueurs qui ne consentiraient pas le même effort.

De même nous devons défendre notre modèle social et ne pas hésiter à suspendre le régime des préférences communautaires à l'encontre des États qui ne respectent pas les **normes de l'OIT** : interdiction du travail des enfants ; non recours au travail forcé ; droit reconnu aux salariés de s'organiser pour négocier collectivement leur contrat de travail ». (Henri Weber, *Le Monde*, 6 octobre).

**Woerth-Bettencourt-Sarkozy-etc.** *Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, sociologues* : « Il faudrait décorer le majordome qui a enregistré les conversations de Mme Bettencourt avec son gestionnaire de fortune, Patrice de Maistre. Il a vraiment fait œuvre utile en révélant les pratiques de cet univers social. Cette **connivence entre pouvoir politique et puissances d'argent** qu'illustrent si bien les relations entre M. de Maistre et Eric Woerth, alors ministre du budget et trésorier de l'UMP (...).

Nicolas Sarkozy s'est construit en se mettant au service de ces grandes familles. D'abord comme avocat d'affaires, puis en devenant maire de Neuilly, à 28 ans, avant d'accomplir le trajet que l'on sait. Aujourd'hui, il reste fasciné par l'argent (...). La force de l'oligarchie au pouvoir, ce sont ses réseaux, et les remplaçants potentiels sont nombreux, à droite mais aussi à gauche. La classe dominante n'est pas homogène, elle compte des catholiques, des protestants, des juifs. Et des sensibilités politiques diverses, de la gauche socialiste à l'UMP, en passant par le centre. Récemment, nous avons demandé à un grand banquier d'affaires quel était son ministre des affaires préféré. – *Pierre Bérégovoy - ??? - C'est lui qui a dérégulé les marchés !* Et ainsi permis à la finance d'asseoir son pouvoir sur l'économie, et de transformer la Bourse en casino. Dominique Strauss-Kahn, qui est né à Neuilly, appartient aux mêmes réseaux, ceux-ci ne cessent de s'entrecroiser. Avant de prendre la tête de France Télécom, Stéphane Richard fut directeur de cabinet de Christine Lagarde. Et avant cela encore, en 1991, conseiller de DSK quand celui-ci était ministre de l'économie et des finances... (*Télérama*, 15 septembre).

La comptable de Liliane Bettencourt a confirmé devant la caméra de France 2 : Patrice de Maistre est venue la trouver dans son bureau pour lui demander de l'argent liquide. « **Je dois donner 150 000 € à M. Woerth pour la campagne de M. Sarkozy** ». Une accusation de **financement politique illégal** que démentent bien sûr Patrice de Maistre et Eric Woerth. Mais chacun sait maintenant combien le ministre du travail a de la vérité une conception très libre. (*Politis*, 23 septembre).

## Montrouge

**Précision** (voir CMM de septembre : « le lycée Maurice Genevoix riposte aux réformes de l'éducation nationale »). « Ce n'est pas le lycée qui a riposté. C'est un groupe diversifié de représentants départementaux et locaux de forces politiques (PC, PS, Verts, PG...), syndicales (FSU, CGT, ...) et associatives (FCPE, RESF...) qui s'est rassemblé devant le lycée, à l'initiative de la députée de la circonscription de Montrouge Marie-Hélène Amiable et de la sénatrice des Hauts-de-Seine Brigitte Gontier-Maurin, et ce pour protester contre les **conséquences néfastes des réformes de l'éducation nationale et des suppressions de postes** dans le département. Les personnels du lycée, syndiqués au Snes et à la CGT, ont participé à ce rassemblement unitaire.(...) Le rassemblement devant le lycée a été marqué par une conférence de presse et, surtout, conclu par la création d'un réseau d'alerte sur l'éducation dans le département des Hauts de Seine » (J-M Hérisson, Snes, courrier des lecteurs, *Politis*, 23 septembre).

## Courrier des lecteurs

**LG** : « Les gaz de schistes seront-ils la grande énergie du futur ? » Il semble qu'il y ait confusion :

- les schistes oui, c'est exploité à ciel ouvert en particulier au Canada, c'est super-polluant, mais ça produit du pétrole (liquide)

- le gaz : il y a effectivement des procédés qui viennent d'être industrialisés pour extraire du gaz, mais à partir de couches de charbon, profondes. Prévoir un chamboulement géopolitique, les pays producteurs de gaz devenant ceux qui ont des réserves de charbon (dont en particulier la Chine); avantage : pas besoin de creuser des mines et de galeries, récupération de couches géologiques qui n'ont pu être exploitées historiquement; Gaz de France bien embarrasé avec ses approvisionnements sur contrats longue durée traditionnels deux fois plus cher que le gaz "nouveau" arrivant sur le marché.

A ma connaissance il n'y a pas de schistes bitumineux sur le sol national, donc la concession à Total pourrait bien être pour du gaz de charbon.

"Deux bateaux en l'espace d'une semaine ont été accidentés au nord du cercle polaire, " pour le pétrolier trop rien à dire, il faisait son boulot, ce sont les risques du métier, mais pour la croisière ça relève de la pure bêtise : il s'est aventuré dans une zone mal cartographiée malgré les avertissements des autorités.

**DC** : merci de cette livraison, que je lis toujours avec intérêt, même si je ne suis pas toujours entièrement d'accord avec tout ce que j'y trouve.

Cette réponse pour te signaler une erreur grave dans la brève relative aux massacres de réfugiés Hutu : je suis à peu près certain que tu voulais écrire qu'ils ont eu lieu en 1996-1997, et pas en 1966-1967. [*exact, désolé. JPA*]

Par ailleurs, moins important mais quand même, dans l'ellipse sur l'actualité française, il serait mieux que tu remplaces l'expression "*recul historique sur les retraites*", qui pourrait s'interpréter par un lecteur distrait ou non averti que le gouvernement aurait reculé devant les opposants, par "*attaque sans précédent du gouvernement contre nos retraites*".

**JCM** réagit à la phrase de l'édito « *La France d'aujourd'hui n'est pas plus heureuse que celle de 1960 alors qu'elle est trois fois plus riche* », note l'économiste Daniel Cohen, qui souligne qu'« *on s'habitue à tout, et notamment aux biens matériels* », et que ce qui compte n'est pas tant le salaire et le patrimoine en valeur absolue que l'écart avec les voisins. » :

C'est vrai et c'est faux : Un lecteur de DVD (bon à jeter dans 2 ans) n'est comparable à rien d'équivalent en 1960. On ne mange pas trois fois plus qu'en 1960, mais sûrement moins sain (comme l'air qu'on respire) et certainement pour trois fois plus cher. Mais même si on s'en fiche complètement de rendre jaloux son cousin, les bonnes places sont rares, donc chères. Il n'est ni plus ni moins agréable qu'autrefois de bénéficier d'une vue sur la mer, ou sur la Tour Eiffel, c'est pourtant devenu 10 fois plus cher. Pourquoi ? Est-ce bien ça la croissance ? [*je suis comme toi sceptique sur la pertinence des comparaisons monétaires dans le temps. Dire que la France d'aujourd'hui est trois fois plus riche qu'en 1960 n'a pas grand sens. En particulier, les prix du logement reflètent surtout une pénurie organisée...JPA*].

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, (...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.